

Zeitschrift: Action : Zivilschutz, Bevölkerungsschutz, Kulturgüterschutz = Protection civile, protection de la population, protection des biens culturels = Protezione civile, protezione della popolazione, protezione dei beni culturali

Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband

Band: 50 (2003)

Heft: 5

Rubrik: Varia

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

EN 2002:

Plus de 6,3 millions de jours de service

L'année passée, les militaires ont effectué près de 100 000 jours de service de moins que l'année précédente. Les 6,3 millions de jours de service se situent toutefois dans la moyenne des cinq dernières années.

207 700 militaires (mil) ont accompli du service l'an passé. Cela représente un total de 6 328 552 jours de service. Le montant de la solde varie selon les grades. Alors qu'un colonel reçoit 23 francs par jour, une recrue en reçoit 4. Dès qu'une recrue passe au statut de soldat, sa solde augmente de 1 franc, ce qui fait donc 5 francs. Le nombre de jours de service a baissé à vrai dire de 97 149 jours par

rapport à 2001, mais il reste dans la moyenne des cinq dernières années.

Depuis 1998, entre 6,2 et 6,5 millions de jours de service militaire ont été accomplis chaque année.

Des animaux ont également été engagés: 739 chevaux ont accompli 23 108 jours de service. Le propriétaire d'un cheval reçoit une indemnité de louage de 27 francs par jour.

Subsistance de masse dans l'armée: près de 13 millions de repas servis.

En 2002, les cuisiniers militaires ont préparé et servi près de 12,8 millions de repas. La comptabilité de la troupe a enregistré 51,8 millions de francs dans le décompte frais de subsistance. Il a été payé 31,5 millions de francs pour le logement, 33,2 millions pour les transports, 22 millions pour l'expédition de paquets et de lettres et 5,8 millions pour les dommages aux cultures et pour les dégâts

matériels. Les dépenses pour les biens et services de la troupe se sont élevées à 228,2 millions de francs l'an passé. Ces dépenses comprennent 8 millions qui couvrent un excédent de dépenses de 2001. □

Nouveau président de l'ASOPC

JM. Lors de l'Assemblée des délégués de l'Association suisse des organisations de protection civile (ASOPC), le 13 juin à Renens VD, *Henri Meystre* de l'Office intercommunal de la protection civile, Chavannes-près-Renens, tél. 021 637 62 00, e-mail: h.meystre@pci-rol.ch, a été élu président pour les deux prochaines années. □

PALAIS FÉDÉRAL

INTERPELLATION DU CONSEILLER NATIONAL J. ALEXANDER BAUMANN:

La Suisse est-elle suffisamment protégée du terrorisme biologique?

Texte de l'interpellation
du 13 décembre 2002

Je demande au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. La possibilité que des attentats locaux soient perpétrés au moyen d'armes biologiques est-elle considérée comme une menace à l'heure actuelle?
2. Le nouveau projet Protection de la population tient-il compte de cette nouvelle forme de menace?
3. Notre pays dispose-t-il de vaccins en quantité suffisante pour assurer la protection de la population dans le cas d'une telle catastrophe? Quels domaines sont-ils couverts? Où y a-t-il des lacunes?
4. Quelles mesures de protection faudrait-il encore prendre pour garantir une sécurité optimale de la population?
5. Des moyens financiers ont-ils été prévus pour financer ces mesures?
6. Comment et quand la population sera-t-elle informée des mesures prévues?

Cosignataires:

Baader Caspar, Bigger, Blocher, Borer, Bortoluzzi, Brunner Toni, Dunant, Freund, Giezendanner, Gutzwiller, Haller, Hegetschweiler, Hess Walter, Joder, Kaufmann, Keller, Loepfe, Mathys, Messmer, Mörgeli, Randegger, Schenk, Schneider, Seiler, Spuhler, Stamm, Wandfluh, Wasserfallen, Zuppiger, Zäch (30).

Développement

Au vu des préparatifs d'une guerre des Etats-Unis aussi bien contre l'Irak que contre le terrorisme à l'échelle mondiale, il est clairement apparu que ceux-ci, mais aussi toute une série de pays d'Europe occidentale comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Autriche, se préparaient à faire face à d'éventuels actes terroristes à l'arme biologique. En effet, des vaccins, contre la variole par exemple, sont stockés dans des dépôts pour pouvoir approvisionner la population à grande échelle, en cas d'attentat local par exemple. Un tel risque devrait également

être pris en compte par notre pays, à l'heure de la globalisation du terrorisme; ceci devrait être fait au plus tard lors de la réforme de l'armée visant à la rendre compatible avec l'OTAN. En cas d'attentats locaux, il est possible d'enrayer la propagation des virus en effectuant très rapidement un cordon sanitaire, sur une surface délimitée autour du lieu de l'attentat. Si, en revanche, des terroristes contaminés circulaient dans tout le pays, l'ensemble de la population devrait être vacciné en très peu de temps.

Aux Etats-Unis, plus de 500 000 personnes seront immunisées contre la variole, en particulier les médecins et les collaborateurs des services de la santé. Berlin dispose également d'un plan efficace en cas d'alerte à l'épidémie. Bien qu'une telle menace semble tout à fait disproportionnée pour notre pays par rapport aux pays mentionnés, le danger représenté par un terrorisme transfrontalier ne peut toutefois pas être complètement nié. Il en va de l'intérêt de la population d'en connaître les risques.